

DROIT CONSTITUTIONNEL (1)**Séance 7 - LE CONSULAT, LE PREMIER EMPIRE
ET LES CHARTES**

I. Le Consulat.....	3
A) Le pouvoir exécutif	4
B) Le pouvoir législatif	5
1) <i>Les assemblées législatives</i>	<i>5</i>
2) <i>Le Sénat conservateur</i>	<i>6</i>
II. Le Premier Empire (1804-1815).....	7
A) La Constitution sénatoriale du 6 avril 1814.....	8
B) La charte du 4 juin 1814	9
C) L'acte additionnel aux constitutions de l'empire du 22 avril 1815	9
III. La Charte de 1814.....	10
A) Le Roi détient le monopole de la fonction exécutive.....	10
B) Le rôle du roi déterminant dans l'exercice de la fonction législative	11
IV. La Charte de 1830.....	14
A) La suppression par la Charte de 1830 de certains aspects de la Charte de 1814.....	14
B) En outre, elle opère des changements dans la répartition des compétences.....	15
1) <i>S'agissant du pouvoir exécutif.....</i>	<i>15</i>
2) <i>S'agissant du pouvoir législatif</i>	<i>15</i>
3) <i>La chambre des députés gagne en représentativité et en indépendance... 16</i>	<i>16</i>
a) <i>Le régime parlementaire progresse de façon constante</i>	<i>16</i>

- b) Au même titre que la chambre des députés, le Roi est le représentant de la Nation 17
- c) Comme la Restauration, la Monarchie de Juillet présente un vice majeur : la corruption 17

I. Le Consulat

Le **18 brumaire an VIII**, à savoir le **9 novembre 1799**, Napoléon Bonaparte réalise un coup d'État.

Le lendemain, sous la pression des militaires, le **Conseil des Cinq-Cents** et le **Conseil des Anciens** adoptent une loi instaurant un **Consulat provisoire**.

Plus précisément, la **loi du 19 brumaire** met fin au **Directoire** et crée « *une commission consulaire exécutive* », composée de Sieyès, Roger Ducos et Bonaparte, « *qui porteront le nom de consuls de la République* » (**article 2**). Elle investit cette commission de « *la plénitude du pouvoir dictatorial* » et la charge tout particulièrement « *d'organiser l'ordre dans toutes les parties de l'administration, de rétablir la tranquillité intérieure et de procurer une paix honorable et solide* » (**article 3**).

En outre, la **loi du 19 brumaire** substitue au Corps législatif deux commissions, composées de 25 membres chacune et placées sous la dépendance des consuls provisoires.

Élaborée principalement par Sieyès et Bonaparte, la **Constitution du 22 frimaire an VIII** (**13 décembre 1799**) entre en vigueur le **3 nivôse an VIII** (**24 décembre 1799**).



À retenir : Elle se démarque des Constitutions révolutionnaires à deux égards :

- Elle ne comprend pas de déclaration des droits ;
- Elle consacre la primauté du pouvoir exécutif, plus particulièrement de Bonaparte, au détriment des assemblées.

À cet égard, comme le relève Jean Jacques Chevallier, « Le soir où le texte de la constitution fut solennellement proclamé dans les rues de Paris, les gens demandaient : « Qu'y a-t-il dans la Constitution ? » et l'on répondait : il y a Bonaparte ».

A) Le pouvoir exécutif

En vertu de l'**article 39 de la Constitution**, « Le gouvernement est confié à trois consuls nommés pour dix ans, et indéfiniment rééligibles. - Chacun d'eux est élu individuellement, avec la qualité distincte ou de premier, ou de second, ou de troisième consul. - La Constitution nomme Premier consul le citoyen Bonaparte, ex-consul provisoire ; second consul, le citoyen Cambacérès, ex-ministre de la Justice ; et troisième consul, le citoyen Lebrun, ex-membre de la commission du Conseil des Anciens. - Pour cette fois, le troisième consul n'est nommé que pour cinq ans. »

La **Constitution de l'an VIII** consacre la primauté du gouvernement sur l'assemblée en lui confiant des attributions importantes.

Tout d'abord, en vertu de l'**article 44 de la Constitution**, « Le gouvernement propose les lois, et fait les règlements nécessaires pour assurer leur exécution ».

Ensuite, en vertu de l'**article 45 de la Constitution**, « Le gouvernement dirige les recettes et les dépenses de l'État ».

Enfin, aux termes de l'**article 47**, il « pourvoit à la sûreté intérieure et à la défense extérieure de l'État ». En vertu de l'**article 49**, « il entretient des relations politiques au-dehors, conduit les négociations, fait les stipulations préliminaires, signe, fait signer et conclut tous les traités de paix, d'alliance, de trêve, de neutralité, de commerce, et autres conventions. » Il décrète les déclarations de guerre en vertu de l'**article 50**.

La **Constitution de l'an VIII** consacre la primauté de Bonaparte au sein du gouvernement. En effet, elle ne place pas sur un même pied d'égalité les trois consuls et assure la prépondérance du premier. Cette prépondérance se manifeste tant dans le traitement que dans les attributions de Bonaparte.

En effet, d'une part, en vertu de l'**article 43 de la Constitution**, « Le traitement du Premier consul sera de cinq cent mille francs » tandis que « le traitement de chacun des deux autres consuls est égal aux trois dixièmes de celui du premier ».

D'autre part, l'**article 41 de la Constitution** attribue exclusivement à Bonaparte plusieurs compétences : « Le Premier consul promulgue les lois ; il nomme et révoque à volonté les membres du Conseil d'État, les ministres, les ambassadeurs et autres agents extérieurs en chef, les officiers de l'armée de terre et de mer, les membres des administrations locales et les commissaires du gouvernement près les tribunaux. Il

nomme tous les juges criminels et civils autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer. »

Quant aux compétences partagées entre les trois consuls, Bonaparte a seul le pouvoir de décision. En effet, en vertu de l'**article 42 de la Constitution**, « le second et le troisième consuls ont voix consultative », « signent le registre de ces actes pour constater leur présence et s'ils le veulent, y consignent leurs opinions ».

B) Le pouvoir législatif

La **Constitution de l'an VIII** institue le polycaméralisme. En effet, les assemblées sont au nombre de 3 : le Tribunal, le Corps législatif et le Sénat conservateur. Seuls le Tribunal et le Corps législatif interviennent dans l'élaboration de la loi.

1) Les assemblées législatives

S'agissant de la composition du Tribunal et du Corps législatif

Le Tribunal est « composé de cent membres âgés de vingt-cinq ans au moins » (**article 27**) et élus par le Sénat conservateur (**article 20**). Ses membres « sont renouvelés par cinquième tous les ans et indéfiniment rééligibles » (**article 27**).

Quant au Corps législatif, il « est composé de trois cents membres, âgés de trente ans au moins » (**article 29**) et élus par le Sénat conservateur (**article 20**). Ses membres ne sont rééligibles qu'après un an d'intervalle (**article 32**).

À la différence du Corps législatif, dont la session « ne dure que quatre mois » et ne « peut être extraordinairement convoqué durant les huit autres » que par le gouvernement (**article 33**), le Tribunal est une assemblée permanente (**article 30**).

S'agissant des attributions du Tribunal et du Corps législatif :

Le Tribunal et le Corps législatif ne disposent pas de l'initiative des lois, qui est réservée au gouvernement (**article 44**).

Le Tribunal « discute les projets de loi » et « en vote l'adoption ou le rejet » (**article 28**). Il ne peut ainsi les modifier. S'il adopte un projet de loi, il le transmet au Corps législatif.

Le Corps législatif ne discute pas des projets de loi, lesquels sont présentés « *devant lui par les orateurs du Tribunat et du gouvernement* » (**article 34**). On l'a dénommé pour cette raison le corps des muets. Il adopte ou rejette les projets de loi et ne peut les modifier.

Une fois adopté par le Corps législatif, un projet de loi peut être déféré dans un délai de dix jours devant le Sénat pour cause d'inconstitutionnalité par le gouvernement ou le Tribunat (**articles 21 et 37**). À défaut de recours, il est promulgué par le Premier consul.

2) Le Sénat conservateur

S'agissant de la composition du Sénat conservateur

En vertu de l'**article 15 de la Constitution**, « *Le Sénat conservateur est composé de quatre-vingts membres, inamovibles et à vie, âgés de quarante ans au moins.* »

En vertu du même article, chaque sénateur est désigné par le Sénat, qui choisit entre trois candidats présentés respectivement par le Corps législatif, le Tribunat et le Premier consul.

S'agissant des attributions du Sénat conservateur

Aux termes de l'**article 20 de la Constitution**, le Sénat élit « *les législateurs, les tribuns, les consuls, les juges de cassation, et les commissaires à la comptabilité.* »

En outre et surtout, en vertu de l'**article 21 de la Constitution**, il « *maintient ou annule tous les actes qui lui sont déférés comme inconstitutionnels par le Tribunat ou par le gouvernement* ». Trois types d'actes peuvent lui être déférés : les listes d'éligibles, les actes du Corps législatif et ceux du gouvernement (**article 28**).

Ainsi, le contrôle de constitutionnalité voit pour la première fois le jour en France. Cependant, comme l'affirme à juste titre Philippe Pichot, « *le Sénat n'exerce pas la mission qui lui est confiée ; placé sous la dépendance de Bonaparte, il ne tarde pas à devenir en réalité une garde de juristes veillant à la conservation de l'ordre napoléonien face à ses ennemis, ce qui aura pour effet d'affaiblir durablement en France l'idée du contrôle de constitutionnalité des lois.* » (**Penser le contrôle a priori (1789-1870)**).

II. Le Premier Empire (1804-1815)

Napoléon Bonaparte devient successivement consul à vie puis empereur. En effet, à l'initiative de Bonaparte lui-même, et ce en méconnaissance de la constitution, le peuple est consulté en **1802** sur la question suivante : « *Napoléon Bonaparte sera-t-il consul à vie ?* » Le corps électoral répondit largement par l'affirmative. Le **sénatus-consulte du 2 août 1802** en pris acte et proclama Napoléon Bonaparte consul à vie.

Deux ans plus tard, le **sénatus-consulte du 18 mai 1804** instaure l'empire. Son **article 1^{er}** prévoit que « *le Gouvernement de la République est confié à un Empereur, qui prend le titre d'Empereur des Français* » et son **article 2** dispose que « *Napoléon Bonaparte, Premier consul actuel de la République, est Empereur des Français.* »

En outre, il prévoit de soumettre au peuple la proposition qui suit : « *Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte, et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique de ce jour.* » Le corps électoral répondit là encore largement par l'affirmative.

Ce renforcement notable du pouvoir de Napoléon Bonaparte s'accompagne d'un affaiblissement du Tribunat et du Corps législatif.

Le **sénatus-consulte du 4 août 1802** :

- Met fin à la session de 4 mois du Corps législatif en prévoyant que « *Le gouvernement convoque, ajourne et proroge* » ce dernier (**article 75**) ;
- Met un terme à l'unité du Tribunat en prévoyant qu'il « *se divise en sections* » (**article 77**) ;
- Prévoit que le Tribunat est « *réduit à 50 membres* » (**article 77**).

Le **sénatus-consulte du 18 mai 1804** renforce l'affaiblissement du Tribunat en prévoyant que « *les projets de lois ne peuvent être discutés* » par lui en assemblée générale (**article 97**). Dans le même temps, il donne la parole au Corps législatif en l'autorisant à discuter des projets de loi. Toutefois, il ne put en pratique user fréquemment de cette prérogative.

Enfin, le **sénatus-consulte du 19 août 1807** supprime le Tribunat.

Quant au Sénat conservateur, si les **sénatus-consultes du 4 août 1802 et du 18 mai 1804** renforcèrent ses pouvoirs, ils restreignirent dans le même temps son indépendance.

En raison notamment de plusieurs défaites militaires de Napoléon, le Sénat proclame **2 avril 1814** la déchéance de Napoléon Bonaparte. Quatre jours plus tard, ce dernier abdique à Fontainebleau. Il part le **20 avril 1814** s'exiler sur l'île d'Elbe.

La période qui suit la chute de l'Empire est marquée par la volonté d'assurer une synthèse entre le principe d'autorité hérité de l'Ancien Régime et la liberté léguée par la Révolution.

L'idée est de restaurer l'autorité du pouvoir tout en préservant les libertés acquises en **1789**.

Du **6 avril 1814 au 22 avril 1815**, trois textes vont tenter d'opérer cette synthèse :

A) La Constitution sénatoriale du 6 avril 1814

Après la chute de Napoléon, le Sénat met en place un gouvernement composé de 141 membres et élabore et adopte le **6 avril 1814** une nouvelle Constitution en invoquant l'article 54 du sénatus consulte.



Attention : Si cet article ne l'habilitait pas à rédiger une nouvelle Constitution, il permettait simplement de régler tout ce qui n'avait pas été prévu par la Constitution, mais qui semblait nécessaire à sa marche

Le Sénat souhaitait le rétablissement de la monarchie et l'arrivée sur le trône du frère de Louis XVI, à savoir Louis-Stanislas-Xavier.

Toutefois, il subordonnait l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution à son acceptation par le peuple français. Autrement dit, selon le Sénat, il incombait au peuple d'investir Louis-Stanislas-Xavier Roi de France.

Cette Constitution ne sera jamais appliquée, car elle ne fut pas acceptée par Louis-Stanislas-Xavier dit Louis XVIII. En effet, depuis la **déclaration de Vérone du 24 juin 1795**, il se considérait comme Roi de France et refusait donc d'être investi roi par le peuple.

De retour d'exil, il exprima ce refus par la **déclaration de Saint Ouen du 2 mai 1814**. Il se proclama Roi de France et de Navarre non pas par la grâce du peuple, mais par la grâce de Dieu. Toutefois, il se déclara en faveur de l'instauration du bicaméralisme, d'une responsabilité pénale des ministres et de la sauvegarde des libertés publiques.

B) La charte du 4 juin 1814

Louis XVIII chargea alors une commission de rédiger une Charte. Après son élaboration, elle fut communiquée aux chambres – Corps législatif et Sénat.

L'application de la Charte fut suspendue pendant la période dite des Cent jours (**1er mars 1815 – 22 juin 1815**).

Question : Pourquoi le terme de Charte a été préféré à celui de Constitution ?

Le terme de Constitution évoquait trop la période révolutionnaire et supposait une collaboration entre le Roi et le Parlement.

Le terme de Charte semblait plus approprié pour signifier que le texte était une concession faite librement par le Roi à ses sujets.

C) L'acte additionnel aux constitutions de l'empire du 22 avril 1815

L'**acte additionnel aux Constitutions de l'Empire du 22 avril 1815** marque la continuité avec la **Constitution de l'an VIII** et les **sénatus-consultes organiques du 2 août 1802 et du 18 mai 1804**. En effet, les dispositions constitutionnelles non modifiées par cet acte additionnel « *sont confirmées et maintenues* ». Il n'en demeure pas moins qu'il rompt en partie avec l'héritage impérial en instituant le bicaméralisme et la responsabilité pénale des ministres. Cet acte ne reçut pas application.

Défait à Waterloo le **18 juin 1815**, Napoléon Bonaparte abdique une seconde fois le **22 juin 1815**.

III. La Charte de 1814

La **Charte de 1814** restaure la souveraineté royale et l'unité du pouvoir d'État. Elle rompt avec la souveraineté nationale ou populaire et proclame la souveraineté royale. Le Roi est souverain et tient sa légitimité de Dieu. En outre, elle veut éviter la reconnaissance de la Nation comme entité distincte du Roi et restaure ainsi l'unité du pouvoir d'État au profit du Roi.



À retenir : Sous l'empire de la Charte de **1814**, la France a connu deux rois :

- Louis XVIII de **1814** à **1824** ;
- A la mort de Louis XVIII en **1824**, son frère, Charles X est devenu Roi et ce jusqu'en **1830**.

A) Le Roi détient le monopole de la fonction exécutive

En vertu de l'**article 13 de la Charte**, « *Au roi seul appartient la puissance exécutive* ». Ce faisant, cet article exclut toute participation des chambres à l'exercice de la fonction exécutive.

Plus précisément, aux termes de l'**article 14**, il est le chef suprême de l'État.

À ce titre, il détient plusieurs prérogatives :

- Commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre et conclut les traités de paix, d'alliance et de commerce ;
- Nomme tous les emplois d'administration publique et désigne les juges – toute justice émanant du Roi ;

- Création des règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'État.

B) Le rôle du roi déterminant dans l'exercice de la fonction législative

Même si l'**article 15 de la Charte** indique que la puissance législative s'exerce collectivement par le Roi, la Chambre des pairs, et la Chambre des députés, l'analyse de la procédure législative révèle un net déséquilibre au profit du Roi :

- Tout d'abord, le Roi intervient en amont et en aval de la procédure législative.
 - o D'une part, il maîtrise l'initiative législative.
En effet, en vertu de l'**article 16**, le Roi propose la loi. Les chambres ont seulement la faculté : de le supplier, de proposer une loi sur quelque objet que ce soit, et d'indiquer ce qu'il leur paraît convenable que la loi contienne (**article 19**).
 - o D'autre part, il sanctionne et promulgue les lois (**article 22**). Ainsi, il peut s'opposer à l'entrée en vigueur d'une loi. Ce droit de veto est absolu puisqu'il n'est assorti d'aucune condition.
- Ensuite, il pèse sur le recrutement des chambres.
 - o S'agissant de la chambre des pairs, en vertu de l'**article 27**, « *La nomination des pairs de France appartient au roi. Leur nombre est illimité ; il peut en varier les dignités, les nommer à vie ou les rendre héréditaires, selon sa volonté.* ».
 - o Quant à la chambre des députés, en vertu de l'**article 37**, « *Les députés sont élus pour cinq ans et la Chambre est renouvelée chaque année par cinquième.* » Toutefois, les conditions d'éligibilité à cette chambre garantissent un certain conservatisme. En effet, aucun député ne peut être admis dans la Chambre, s'il n'est âgé de quarante ans, et s'il ne paie une contribution directe de mille francs.
- Enfin, il pèse sur le fonctionnement des chambres. En effet, le Roi préside les chambres, les convoque, les proroge et peut dissoudre la chambre des députés (**article 50**).

Néanmoins, l'unité du pouvoir d'État est tempérée par certaines dispositions :

- En vertu de l'**article 48**, « *Aucun impôt ne peut être établi ni perçu, s'il n'a été consenti par les deux Chambres et sanctionné par le roi.* » ;
- En vertu de l'**article 18**, « *Toute la loi doit être discutée et votée librement par la majorité de chacune des deux chambres.* ».

La faculté d'empêcher du Parlement distingue la monarchie absolue de la monarchie limitée : sous l'Ancien régime, le monarque se trouve tenu de consulter les États généraux sans n'être jamais lié par leur avis : il doit désormais obtenir un avis conforme.



Attention : La Charte ne met pas en place un régime parlementaire : en effet, si le Roi peut dissoudre la chambre des députés, cette dernière ne peut engager la responsabilité des ministres.

À cet égard, il convient de préciser deux choses :

- D'une part, les ministres sont responsables politiquement devant le Roi qui les nomme et les révoque. En revanche, ils ne sont pas responsables politiquement devant la chambre des députés. Ils sont seulement responsables pénalement. En effet, la Chambre des députés a le droit d'accuser les ministres pour fait de trahison ou de concussion et de les traduire devant la Chambre des pairs qui seule a celui de les juger.
- D'autre part, les ministres ne forment pas un cabinet, un gouvernement solidaire



À retenir : Si la Charte ne mettait nullement en place un régime parlementaire, la pratique va faire émerger un tel régime :

- Tout d'abord, les Chambres contrôlent politiquement le gouvernement par divers moyens : la discussion du budget et de la loi sur les comptes + l'adresse, à savoir la faculté d'ouvrir chaque séance parlementaire par une interpellation générale sur la politique du gouvernement.
- Alors qu'ils n'y sont pas tenus, les ministres démissionnent lorsqu'ils n'ont plus la confiance des chambres.
- Enfin émerge une institution non prévue par les textes, celle de chef de gouvernement. Titulaire d'un portefeuille ministériel, ce dernier se consacre en outre à des fonctions d'impulsion et de coordination de l'action gouvernementale.

Question : Pour quelles raisons la Charte de 1814 a pris fin ?

En **août 1829**, Charles X révoque Martignac, jugé trop libéral, et appelle au gouvernement le prince Jules de Polignac, ultra parmi les ultras.

Le **16 mars 1830**, la majorité de la Chambre des députés manifeste sa défiance à l'égard de Polignac.

Le **16 mai 1830**, Charles X décide alors de dissoudre la Chambre des députés en espérant obtenir, à la faveur de nouvelles élections, une majorité conforme à ses vues.

Or, les élections donnent une majorité de sièges aux libéraux.

Devant cet état de fait, Charles X et Polignac décident le **25 juillet 1830** de régler une fois pour toutes la situation par six **ordonnances dites de Saint-Cloud** :

- La première ordonnance suspend la liberté de la presse accusée d'être un instrument de désordre et de sédition et soumet celle-ci à un régime d'autorisation préalable ;

- La deuxième ordonnance prononce la dissolution de la Chambre des députés alors même que celle-ci vient d'être élue et avant même qu'elle ne se soit réunie ;
- La troisième réserve le droit de vote aux seuls riches propriétaires fonciers afin d'en écarter une partie de la bourgeoisie commerçante et industrielle, d'opinions plus libérales ;
- La quatrième ordonnance fixe la date de nouvelles élections ;
- Enfin, les cinquième et sixième procèdent à des nominations d'ultras notoires aux fonctions de conseillers d'État.

IV. La Charte de 1830

Ces ordonnances déclenchent une **Révolution dite des Trois glorieuses** qui débouche sur la prise du pouvoir par les libéraux et l'abdication de Charles X en faveur de son petit-fils, Louis Philippe.

La révolution se traduit en outre par la rédaction et l'adoption d'une nouvelle **Charte**. En effet, le **7 août 1830**, la chambre des députés modifie la précédente Charte avec l'aval de la chambre des pairs. Le **9 août 1830**, Louis Philippe jure d'observer fidèlement la **Charte**. Le **14 août 1830**, la **Charte** est publiée.

Question : Dans quelle mesure l'élaboration de la **Charte de 1830** est différente de celle de 1814 ?

Alors que la **Charte de 1814** était le produit de la seule volonté du royale – elle avait été octroyée par le Roi –, la **Charte de 1830** est le résultat d'un accord entre le Roi Louis Philippe et les deux chambres, à savoir la chambre des députés et la chambre des pairs.

A) La suppression par la Charte de 1830 de certains aspects de la Charte de 1814

À la différence de la **Charte de 1814**, la **Charte de 1830** prévoit que le Roi est le Roi des Français, que la religion catholique est celle de la majorité des Français et qu'il « ne sera plus porté d'autre cocarde que la cocarde tricolore. »

B) En outre, elle opère des changements dans la répartition des compétences

1) S'agissant du pouvoir exécutif

Comme sous la **Charte de 1814**, en tant que chef suprême de l'État, le Roi :

- Commande les forces de terre et de mer, déclare la guerre et conclut les traités de paix, d'alliance et de commerce ;
- Nomme à tous les emplois d'administration publique et désigne les juges – toute justice émanant du Roi ;

En revanche, le Roi perd le droit, que lui conférait une interprétation extensive de l'**article 14** de la précédente **Charte**, de suspendre les lois par ordonnances au nom de la sûreté de l'État. En effet, l'**article 13** prévoit expressément que le Roi fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois, sans ne pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni se dispenser de leur exécution.

2) S'agissant du pouvoir législatif

Les pouvoirs du Roi ont été amoindris et le rôle des chambres accru. Comme auparavant, le Roi seul sanctionne et promulgue les lois (**article 18**). Toutefois, désormais, la proposition des lois appartient au Roi, à la Chambre des pairs et à la Chambre des députés (**article 15**). Auparavant, le Roi avait le monopole de l'initiative et les chambres n'avaient qu'une initiative indirecte par la faculté de supplier le Roi de proposer une loi.

3) La chambre des députés gagne en représentativité et en indépendance

D'une part, l'âge requis pour élire les députés passe de 30 à 25 ans. D'autre part, l'âge requis pour être éligible passe de 40 à 30 ans. Enfin, le président de la Chambre des députés est élu par elle et n'est plus ainsi nommé par le Roi.

Toutefois, il convient de relever que ces évolutions ne débouchent pas sur une parlementarisation du régime. En effet, la **Charte de 1830** ne consacre pas la pratique politique de la Restauration et l'émergence de fait d'une responsabilité collective et solidaire des ministres devant la chambre des députés. Les ministres sont seulement responsables pénalement devant la chambre des députés.

Question : Quelle est la pratique politique de la Monarchie de Juillet ?

La vie politique de la **Monarchie de Juillet** se déroule en deux phases distinctes :

- Les années **1830** à **1840** sont caractérisées par une extrême instabilité. Au cours de cette période, une quinzaine de ministères se succèdent.
- Les années **1840** à **1848** sont marquées par une grande stabilité et la domination de Guizot comme chef du gouvernement.



À retenir : Indépendamment de ces deux phases, la pratique politique de la Monarchie de Juillet présente trois caractéristiques.

a) Le régime parlementaire progresse de façon constante

D'une part, le contrôle politique des chambres se développe. Outre les moyens de contrôle mis en place par la pratique de la Restauration, de nouveaux apparaissent.



Exemple : Il en va ainsi de l'interpellation – les questions au gouvernement d'aujourd'hui – qui permet aux chambres de questionner les ministres sur les objets les plus divers. Il en va également de la question de confiance par laquelle le cabinet met lui-même en jeu sa responsabilité.

Comme sous la Restauration, alors qu'ils n'y sont pas tenus, les ministres démissionnent lorsqu'ils n'ont plus la confiance des chambres.

Enfin, comme sous la restauration, le gouvernement a un chef. Titulaire d'un portefeuille ministériel, ce dernier se consacre en outre à des fonctions d'impulsion et de coordination de l'action gouvernementale.

b) Au même titre que la chambre des députés, le Roi est le représentant de la Nation

Afin de remporter son rapport de force avec la chambre des députés et d'éviter que les ministres gouvernent conformément aux vœux de la majorité de cette chambre, le Roi va s'engager politiquement.

Cet engagement se manifeste à trois égards :

- Lorsqu'il désigne un président du conseil – chef du gouvernement –, il désigne une personnalité aussi effacée que les circonstances le permettent ;
- Il développe un rôle actif dans la chute des ministres ;
- Enfin, il intervient de façon prépondérante dans le choix des ministres, ne laissant pas au président du conseil le soin de composer son cabinet.

c) Comme la Restauration, la Monarchie de Juillet présente un vice majeur : la corruption

Cette corruption a plusieurs causes :

- Le régime électoral la favorise : le nombre de personnes disposant du droit de vote dans une circonscription étant faible – le cens était très élevé –, il suffit parfois de dix voix pour modifier le résultat d'une élection ;
Il n'est donc pas rare que des candidats promettent tel ou tel avantage en échange d'un vote favorable.

- La loi électorale prévoyait peu d'incompatibilités entre les fonctions administratives et parlementaires.

Ainsi, près de 40% des députés étaient fonctionnaires. Or, le gouvernement étant le supérieur hiérarchique des fonctionnaires, il pouvait faire pression sur les députés fonctionnaires par la promesse d'une promotion ou la menace d'un renvoi afin qu'ils votent dans tel ou tel sens. Selon Tocqueville, le gouvernement d'alors avait pris l'allure d'une compagnie industrielle où toutes les opérations se font en vue du bénéfice que les sociétaires peuvent en retirer.

La corruption soulève bien évidemment des protestations et, en **1847**, l'opposition à la chambre des députés va proposer deux réformes : l'assouplissement du cens et l'interdiction du cumul des fonctions administratives et parlementaires.

N'ayant pas obtenu gain de cause à la chambre des députés, l'opposition va porter le débat dans la rue, hors du cadre parlementaire en organisant des banquets républicains. Le **22 février 1848**, l'interdiction par le pouvoir d'un banquet républicain dans le XIIème arrondissement de Paris déclenche une révolution.